



**Avec les travailleurs sans-papiers de Chronopost Alfortville
En lutte depuis 30 mois pour leur régularisation !
Manifestation en direction du ministère du travail
Jeudi 20 juin, 16H Place du 18 juin 1940, Paris
(Angle Bld.Montparnasse/Rue de Rennes)**

Depuis le 7 décembre 2021, nous sommes près de 200 travailleurs sans-papiers à tenir un piquet de grève et de lutte devant l'agence Chronopost d'Alfortville, contre la surexploitation des travailleurs sans-titres dans les agences Chronopost. Nous combattons un système de sous-traitance en cascade existant au sein de la Poste/Chronopost, qui s'appuie sur la surexploitation des travailleurs sans-titre de séjour pour exploser ses profits.

La macronie, nous connaissons, nous subissons !

Notre lutte a traversé le premier septennat de Macron et le deuxième jusqu'à aujourd'hui. Nous avons vécu la prétention du président lors de l'élection de 2022. « C'est MOI ou le chaos ». Finalement, c'est lui et le chaos.

Cette façon de ne jamais céder devant les mouvements sociaux, nous l'avons vécue. Nous étions 3 millions dans la rue contre la réforme des retraites, mais la loi est quand même passée, sans débat à l'Assemblée, avec un texte sur le budget.

Pour nos papiers nous avons fait plus de 200 manifestations en étant à chaque fois entre 120 et 300 personnes, avec pour tout résultat 15 cartes pour un dépôt de 32 dossiers. 80% d'entre nous n'a même pas pu déposer un dossier de demande de titre de séjour en préfecture, même ceux qui rentrent dans les critères pourtant si restrictifs de régularisation.

Nous voyons maintenant sortir du champ politique ceux qui nous ont combattu. Beaucoup n'y reviendront pas.

Les ministres sortants

Bruno Le Maire, ministre de l'économie, le ministère de tutelle de La Poste, qui prétend avoir sauvé l'économie de la France...mais qui a surtout augmenté sa dette.

Il a validé, par son silence, le système de surexploitation des travailleurs Sans-papiers, mis en place par la Poste dans ses filiales colis, Chronopost et DPD. Tout ça pour faire baisser le coût du colis.

Elisabeth Borne, ancienne ministre du Travail. Ses services nous ont reçus en avril 2022. Ils nous parlent alors d'être des « facilitateurs », des intermédiaires avec le ministère de l'Intérieur, pour favoriser un règlement. Ils nous disent ne pas être compétents en matière de régularisations, seulement en droit du travail.

Mais le droit du travail, foulé au pied au Chronopost d'Alfortville depuis des années, ne fait même pas l'objet de constats de la Direction du travail du Val-de-Marne. Seulement d'une instruction, ouverte en 2019, puis encore en 2022 et jamais refermée. Les camarades qui tiennent le piquet 24h/24 devant l'agence d'Alfortville n'ont jamais vu passer un inspecteur du travail, en tout cas un qui leur ait adressé la parole. Pas étonnant, dans ces conditions, que la préfecture de Créteil affirme qu'aucune infraction n'a été relevée

Ce rôle de facilitateur, le cabinet d'**Olivier Dussopt** (le ministre du Travail suivant) va nous le ressortir des mois plus tard. Puis, le ministère fera silence, s'estimant incompétent et surtout ne voulant pas être confronté aux délégués ayant travaillé à Chronopost qui lui reprocheraient de n'avoir fait aucune investigation après nos dénonciations.

Et évidemment, Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Il aborde le sujet lors de la commission parlementaire qui traite de son projet de loi « asile/immigration » en août 2022. C'est l'époque des « gentils » immigrés qui travaillent et des méchants qui sont délinquants.

En réponse à la députée Elsa Faucillon, il parle des Sans-papiers Chronopost, expliquant qu'il peut envisager leur régularisation, mais pas de ceux qui auraient subi une condamnation pénale. Un mois plus tard, devant une délégation de notre collectif pour les RSI (un autre piquet de grève, à Gennevilliers), il déclare « *dites-leur de patienter* ».

Patienter ? C'était attendre, après le vote de sa loi, une liste de métiers dans laquelle les « chronos » pourraient se retrouver. **Nous patientons toujours !**

La macronie, rempart contre l'extrême droite ?

Et puis le tableau ne serait pas complet sans revenir sur Elisabeth Borne. Confrontée au vote de rejet préalable de **la loi Darmanin**, elle a été à la manœuvre pour gagner les voix de la droite sur des articles qui étaient repris de l'idéologie du Rassemblement National. Le Rassemblement National a voté la loi, sans quoi elle ne serait pas passée !

Mais finalement, le macronisme c'est quoi ? On a retrouvé la même stigmatisation des immigrés que l'extrême droite. Une façon de diviser les travailleurs, de faire diversion pour désigner aux pauvres d'autres pauvres comme responsable de leur misère. Une façon d'enfoncer le code du travail, toujours plus loin, pour bonifier les profits des capitalistes et les fortunes des ultra-riches.

Et puis un encadrement répressif croissant. Dernièrement, ce vendredi 14 juin, pour l'anniversaire du naufrage provoqué par les autorités grecques du navire Pylos (600 migrants noyés), nous devons manifester devant l'ambassade de Grèce. Quelques heures avant, l'interdiction tombe, rendant impossible le recours au Tribunal Administratif, et le seul lieu concédé sera un trottoir loin derrière le Trocadéro, histoire de ne pas déranger les touristes.

Et quand on interpelle une entreprise, comme Derichebourg, sous-traitant principal de Chronopost, la police la protège, quand bien même celle-ci se rend coupable d'infractions évidentes au code du Travail.

Face à un pouvoir qui mise sur l'intimidation, le pourrissement et la division, les travailleurs du piquet Chronopost d'Alfortville tiennent bon, n'entendent pas baisser les bras, et sont déterminés à arracher les titres de séjour pour tous !

L'arrivée du RN en tête aux élections européennes, et la dissolution de l'Assemblée Nationale par Macron dans la foulée, risquent de renforcer encore les surenchères racistes, et de provoquer un nouveau déchainement de haine contre les immigrée-es et étrangers. Soutenir notre lutte en est d'autant plus légitime, urgent et nécessaire !

Aujourd'hui, nous nous adressons à nouveau au ministère du travail pour exiger qu'enfin, après 30 mois de combat, les engagements pris soient enfin tenus !

Vive la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers !

Soutien financier à la lutte : <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>

